



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Economie-mixte-societe-duale>

Tribune

Économie mixte, société duale

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2003 - N° 1036 - octobre 2003 -

Date de mise en ligne : jeudi 19 janvier 2006

Date de parution : octobre 2003

Description :

Jean Mathieu revient sur la campagne de dénigrement des agents de la fonction publique, alors que ceux-ci prouvent qu'ont peut avoir d'utiles activités sans être au service du profit.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'une certaine vox populi brocarde et jalouse les employés de la fonction publique. Mais il est certain que l'incessante montée en précarité du secteur marchand fait de plus en plus apparaître deux sortes de citoyenneté difficiles à accommoder. Les libres propos opposant G.G. Corenc et P. Vincent dans la GR de juillet illustrent bien la remise à feu du conflit sous l'oeil patelin de Raffarin. S'agissant d'initiés au traitement de choc préconisé par Jacques Duboin, sans doute a-t-on affaire là à des duettistes plutôt qu'à des duellistes.

D'où ma tentation d'en remettre un peu, en bon salarié marchand que j'ai été. Car je suis toujours pantois de voir à la télé la masse compacte des travailleurs syndiqués s'en donner à coeur joie, chantant, dansant, roulant tambour et trompétant à qui mieux mieux. Dans quelle sorte de confort ces gens-là sont-ils donc installés pour revendiquer en faisant la fête ? Pauvres de nous, chiens errants du travail marchandé, toujours à la merci d'un maître apte à tirer profit du constant besoin d'accéder à sa gamelle ! Qu'avons-nous de commun avec ces défileurs en goguette ? D'où vient qu'on ne se sente plus du même monde ?... Tiens, pardi, est-ce que cela ne viendrait pas du fait que les employés des Services Publics sont tout simplement devenus des citoyens affranchis du joug de l'aliénation prolétarienne par l'effet d'une évolution qui amène l'Etat à prendre de plus en plus à son compte les éliminés du système marchand ? En 1872, l'Etat n'assumait que 8,2% des richesses créées, l'essentiel de l'économie était donc privé. Il en assure près de 50 % aujourd'hui par le truchement des prélèvements obligatoires. En dépit des intentions toujours annoncées, il existe donc bien un Etat Providence pragmatique qui alimente deux trajectoires, publique et privée, certes divergentes à échéance, mais insidieusement complémentaires au jeu des prolongations.

Je crois savoir aussi qu'il faut être fonctionnaire pour se lancer en politique en toute sécurité. Ce qui n'est pas un mince privilège puisqu'il permet de décider du sort de tous les autres, et même de pontifier en matière d'orthodoxie libérale.

Rabattre le caquet des défileurs trop imbus de leur invulnérabilité, cesser de pousser les autres dans les bras de Le Pen ou Laguillier, ramener tout le monde au commun dénominateur des lois du marché sous la férule de l'Europe libérale, on comprend aisément le programme "modernisé" de la droite triomphante.

Face à cette énorme "utopie à rebours", on pourrait penser que l'alternance de gauche a beau jeu de proposer une utopie qui aille au moins dans le bon sens. Hélas, quelle pataugeoire de ce côté-là ! Et quel manque d'envergure !

On y découvre des spécialistes qui calculent la réintégration de nos trois millions de chômeurs en oubliant la pléthore de "travailleurs sociaux" employés à les réintégrer. Qui décrètent les 35 heures en pensant que les entreprises vont compenser par une embauche équivalente (autant dire qu'on rappellera ceux qu'on a virés !). Qui évaluent les taux de chômage sur la totalité des actifs, alors que les seuls en jeu dans cette affaire sont les éjectables du salariat privé (le taux de suicides dans nos prisons inclut-il les gardiens et l'administration ?). Et qui finalement ne s'affairent plus qu'à jouer les bisons futés du libéralisme dans la marée montante des sinistrés de la délocalisation et des intermittents du travail. Pauvre gauche plurielle ! J'avais appris de la plume de Philippe Seguin l'émergence d'une "société post-marchande". Fallait-il donc être RPR pour se permettre des idées comme ça ?!

Pour en revenir à nos insolites "fonctionnaires", objet du débat, nous devrions déjà comprendre que ce ne sont pas de vrais salariés mais plutôt les pensionnés à vie d'une société en gestation qui, d'une certaine façon, préfigure celle des distributistes. Une société où tout le monde participe à la sécurité de tout le monde, de sorte que chacun profite au maximum du temps de vivre à sa guise (en témoignaient déjà le fonctionnaire diplomate Stendhal, le fonctionnaire douanier Rousseau, et le fonctionnaire facteur Cheval, qui, chemin faisant, a pu bâtir le château de ses rêves en toute sérénité).

Les uns se réclamant du contrat, les autres réclamant justice, bien sûr qu'ils ont tous raison ! Reste que les premiers,

bien au delà de leur corporatisme, incarnent l'avènement d'une société solidaire, tandis que les seconds, dévalorisés, ne sont plus que les soldats perdus d'une ex-classe ouvrière victime du productivisme concurrentiel qui les élimine inexorablement par simple obligation comptable de rentabilité. Ce n'est donc pas un vieux distributiste comme moi qui s'en plaindra, bien au contraire : Vive la capacité de résistance des Services Publics ! Vive les travailleurs sans but lucratif d'une fonction publique libératrice ! C'est sur cette Grande Relève-là que se joue l'avenir du monde. À supposer qu'on y parvienne sans casser la baraque. C'est-à-dire, au point où nous en sommes, sans atteindre le niveau de bêtise où c'est la planète elle-même qui risque d'y passer.